

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 1^{er} septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Distillerie de MATHA-Champs du Chateau

26 rue Pascale Combeau
BP 10
16100 Cognac

Références : 2025 1090 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement Distillerie de MATHA-Champs du Chateau implanté 77, rue des Champs du Chateau 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour s'assurer du respect des termes de l'APC de juillet 2024 déclassant le site et prenant des dispositions particulières pour réduire les stockage d'alcools et mettre en conformité les rétentions internes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Distillerie de MATHA-Champs du Chateau
- 77, rue des Champs du Chateau 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007205481
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MATHA exploite, sur la commune de Cognac, des chais de stockage d'alcool de bouche

soumis à déclaration au titre de la nomenclature des installations classées.

Un APC a été pris le 23 juillet 2024 pour acter la réduction des stockages et plusieurs mises à niveau à réaliser.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 23/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Pompes de transfert d'alcools	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Récupération / rétention alcools et eaux d'extinction	AP Complémentaire du 23/07/2024, article 4
3	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.1.1.
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant avait réduit les stockages d'alcools et que ces derniers ne se font plus que dans les chais 1 / 2 et que la rétention interne de ces chais a été mise en conformité.

Cependant, du combustible est stocké dans les chais 3 / 4 alors que cela est interdit et la présence d'une pompe de transfert d'alcools IP54 a été constatée, ce qui n'est pas conforme.

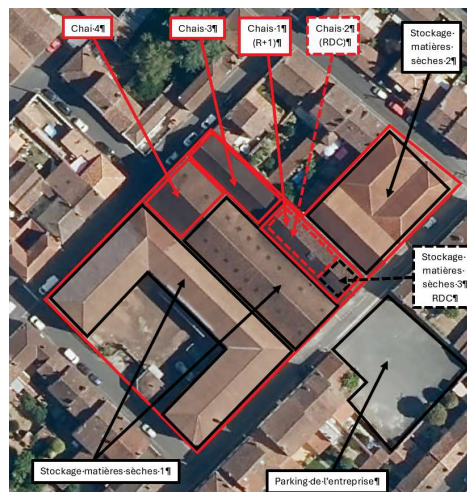
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : Rubrique 4755 - DC : QSP < 500 m ³ QSP (eaux-de-vie et cognac) de 175 m ³ soit Chai 1 : 130 m ³ Chai 2 : 45 m ³ Chais 3 et 4 : 0 m ³

Aucun stockage d'alcools ni de matières combustibles n'est autorisé dans les chais 3 et 4.

Dans les chais 1 et 2 les matières combustibles autres que l'alcool ne sont pas autorisées à être stockées.



Constats :

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que seuls les chais 1 et 2 stockaient des contenants avec de l'alcool. En outre, l'état des stocks indiquait un stockage de 125 m³ réparti sur ces deux chais (sachant que le chai 2 est un stockage d'alcools en mezzanine au-dessus du chai 1). Les quantités stockées sont conformes à l'attendu.

Les stockages de matières sèches ont bien été observés dans les locaux prévus à cet effet, selon le plan d'implantation supra. L'état des stocks des matières sèches indique au jour de l'inspection que 306,421 tonnes étaient stockées (dont 155,84 t de bouteilles en verre). Ainsi, le stockage de combustibles présents était d'environ 160 tonnes. L'établissement n'est donc pas redevable d'un classement au titre de la rubrique 1510.

Enfin lors de la visite des installations, il a été constaté que des contenants (barriques, tonneaux), vides sans alcools étaient stockés dans les chais 3 et 4. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les chais 3 et 4 devaient aussi être débarrassés des stockages de combustibles. L'exploitant a indiqué qu'avec la crise, le chai prévu non loin du site de MATHA n'a pas débuté et a retardé les transferts de contenants vides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation au plus vite en vidant les chais 3 et 4 de toutes matières combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Récupération / rétention alcools et eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2024, article 4						
Thème(s) : Risques chroniques, conformité						
Prescription contrôlée :						
<p>Les chais 1 et 2, d'une surface inférieure à 300 m² chacun, sont dotés d'une rétention interne dimensionnée pour permettre de confiner le volume cumulé suivant : 100 % de la QSP du chai + 100 % des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Le dimensionnement attendu est le suivant :</p>						
Désignation	CMS retenue	Surfaces intérieures	Besoin en eaux d'extinction des chais	Besoin en rétention	Surfaces retenues pour rétention	Hauteur de rétention
	m ³	m ²	m ³	m ³	m ²	m
Chai n°1 et n°2	175	219	120	295	219	1,35
<p>Afin de pouvoir disposer d'une rétention interne suffisante, l'exploitant doit rehausser les murets des rétentions interne des chais 1 et 2 pour atteindre 1,35 m de hauteur. La rehausse des murets des rétentions est effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>						
Constats :						
<p>Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que les murets de rétention interne pour les chais 1 et 2 ont été rehaussés pour atteindre a minima 1,35 m ; ce qui est conforme.</p>						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 3 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.1.1.						
Thème(s) : Risques accidentels, conformité						
Prescription contrôlée :						
<p>Elles sont équipées de deux extincteurs au moins judicieusement répartis. Leur puissance extinctrice minimale doit être de 144 B au moins.</p> <p>Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque Appareil.</p>						
Constats :						
<p>Des extincteurs étaient présents dans l'ensemble des locaux exploités (extincteurs portatifs, extincteurs mobiles 50 kg sur roue...). Ces derniers ont été contrôlés en octobre 2024.</p>						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. La surface des exutoires de fumées est de : - 1 m ² minimum de surface utile d'exutoire, pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300 m ² .
Constats : Au niveau du chai 1/2, il a bien été constaté la présence d'un exutoire de désenfumage présent en toiture. La vérification a été faite en octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pompes de transfert d'alcools

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.
Constats : Lors de la visite des installations, deux pompes mobiles de transfert d'alcools ont été constatées. Sur les deux pompes, une était seulement de classe IP 54 (pompe présente au niveau du chai 2).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de remplacer la pompe non-conforme par une pompe de classe IP 55 pour permettre les opérations de transfert d'alcools depuis les chais 1 / 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois